

IDÉES

L'Europe en a (presque) fini avec la naïveté

Guillaume de Calignon

Il a fallu une pandémie et une guerre à sa porte pour que l'Europe perde sa naïveté. Le Covid-19 et la guerre en Ukraine sont venus chambouler l'idée que se faisaient les Européens du monde et du « doux commerce » cher à Montesquieu. Ces deux événements ont révélé la dangerosité de la dépendance à des pays lointains. Et les tabous tombent les uns après les autres : protectionnisme, politique industrielle, défense commune...

L'Union européenne (UE) est rarement précurseuse. Elle est même régulièrement en retard puisque se mettre d'accord à 27 n'est jamais très facile. Pourtant, elle avance. Dans l'ordre, elle a décidé depuis fin 2019 d'un plan de relance de près de 800 milliards d'euros financé par un endettement commun. Puis l'UE a accepté que les États aident leurs entreprises, même pour attirer des investisseurs étrangers sur leur territoire. Bruxelles a aussi mis en place le plan REpowerEU pour se passer du gaz russe et amorcer la transition énergétique, ouvert une enquête sur les subventions chinoises aux fabricants de véhicules électriques, envisage d'en lancer deux autres dans l'éolien et sur les sidérurgistes de l'empire du Milieu. Enfin, la commission a conçu un plan pour être moins dépendante de l'extérieur en ce qui concerne les métaux rares.

Signe des temps, récemment, le terme « *autonomie stratégique ouverte* » a fait son entrée dans les communiqués européens et vient même d'y être supplanté par la « *souveraineté européenne* ».

Bref, « *l'Union européenne a plus changé ces quatre dernières années qu'au cours des deux décennies précédentes* », résume Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert-Schumann. Et cela n'a pas

été facile. Car « *toute l'histoire institutionnelle de l'Union européenne est basée sur l'intégration commerciale, donc le libre-échange et la concurrence* », explique Jérôme Héricourt, économiste au Cepii.

Le retour du réalisme

L'UE a pris acte que le monde était devenu un endroit plus conflictuel qu'avant et qu'elle risquait d'être affaiblie face aux deux puissances que sont la Chine et les États-Unis, si elle continuait comme avant. Et on peut dire que l'idée française d'une « Europe puissance » a progressé sur le continent, même si les adeptes de l'ouverture à tout-va restent forts. Certains secteurs industriels allemands, mais aussi de nombreux économistes, souvent français, continuent à prôner un multilatéralisme et un commerce sans entrave. A voir les positions chinoises et américaines, on serait tenté de leur dire qu'il est difficile pour l'Europe de faire du multilatéralisme seule.

Le président Emmanuel Macron est un des architectes de ce changement. Le commissaire européen au marché intérieur, le français Thierry Breton, l'a mis en musique. Et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a été convaincue. L'Allemande a d'ailleurs ouvert l'enquête sur les constructeurs automobiles chinois alors que les industriels de son pays ne voient pas tous cette décision comme une bonne chose. D'autres pays, comme l'Italie et la Lituanie qui a fait les frais des foudres de Pékin il y a cinq ans, ont aussi joué un rôle.

Outre le Covid-19 et le conflit en Ukraine, le Brexit a facilité les choses, les Britanniques ayant, pendant des années, empêché l'UE de devenir une puissance économique. Les difficultés de l'Allemagne ont permis d'enclencher le changement de l'UE. Le modèle économique du

pays – une défense assurée par les États-Unis, du gaz pas cher acheté aux Russes, pour produire des biens vendus aux Chinois – est fragilisé. L'attaque du Capitole à Washington en janvier 2021 par les partisans de Donald Trump a rappelé à l'UE que l'allié américain pourrait bien ne plus l'être un de ces jours. La poursuite, par l'administration Biden, de la politique d'endiguement de la montée en puissance de la Chine, mise en place par Trump, a enfin achevé de convaincre les Européens que la fragmentation du monde allait durer. L'Inflation Reduction Act (IRA), ce plan américain pour réindustrialiser le pays, qui pourrait atteindre 1.000 milliards de dollars à terme, leur a fait prendre conscience qu'ils risquaient de rater la prochaine révolution industrielle.

Où mettre le curseur ?

Sur le plan économique, la question est celle du curseur en matière de subventions aux industriels et de protectionnisme. Géographiquement, l'Europe n'est qu'un petit cap à la pointe ouest de l'Asie. Si notre continent est devenu un temps le centre du monde, il s'en éloigne puisque le barycentre de l'économie mondiale se déplace vers l'Asie-Pacifique. Or, l'Europe s'est enrichie en partie parce qu'elle s'est ouverte sur le monde et a commercé avec l'étranger. Pas question de tout fermer, mais impossible de rester ouvert à tous les vents quand les autres subventionnent à plein régime.

Aucun pays riche ne s'est industrialisé sans une dose de protectionnisme. Ni l'Angleterre au début du XIX^e siècle, ni les États-Unis en 1890, ni la Corée du Sud dans les années 1960, ni, surtout, la Chine dans les années 1990 et 2000. Il s'agit de défendre les secteurs où les pays qui ne respectent pas les règles interna-

tionales, tels que la Chine, empêchent par leurs exportations le développement d'une filière dans l'UE.

La route est encore longue pour faire de l'UE une vraie puissance. Si l'UE n'était pas à la hauteur des efforts américains avec l'IRA et chinois avec le plan made in China 2025, cela entraînerait sa vassalisation, sa dépendance aux technologies de ces deux blocs, telles que l'intelligence artificielle, l'ordinateur quantique, les véhicules électriques, le solaire et l'éolien.

Laisser les pays subventionner les implantations d'usines de batteries et de semi-conducteurs sur leur territoire aura aussi des dégâts collatéraux. La course à la subvention bénéficiera à ceux qui ont la plus grande capacité budgétaire. Ce qui accroîtra la divergence entre le sud et le nord du continent. Avec le risque à terme que l'UE devienne une Italie grandeur nature, avec un Nord industrialisé et productif, et un Sud à la traîne pour des décennies. ■

Mais la route est encore longue pour construire une vraie puissance économique.



Ces quatre dernières années, l'Union européenne a plus changé qu'au cours des deux décennies précédentes. Autonomie stratégique, souveraineté... Bruxelles et les 27 Etats membres ont pris acte que le monde est désormais plus conflictuel.